

(N° 94.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1923.

Projet de loi organique de l'Assistance publique (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. COUSOT.

MESSIEURS,

Le projet de loi organique de l'assistance publique voté par la Chambre en 1920, fut adopté en 1922 par le Sénat après une très longue discussion. Autant le débat, préparé durant plusieurs années par la Commission de la Bienfaisance, longuement étudié dans la Section centrale fut court à la Chambre — il n'occupa nos séances qu'une matinée — autant il prit un développement considérable au Sénat.

Le projet nous revient peu modifié. Les idées maitresses sont restées identiques. Quelques modifications d'importance — je ne parle pas de modifications de pure forme — ont été l'objet de controverses et de discours. C'est à la suite de ceux-ci que, dans cette discussion sur l'assistance, ont été introduites, sur la proposition du Ministre de la Justice, une application de la R. P. pour le choix des membres des commissions d'assistance, de même des dispositions (art. 12 et suiv.) assurant le respect des opinions religieuses et philosophiques dans l'attribution de subsides aux institutions libres.

Le projet dont nous avons, dans notre premier rapport, étudié les tendances générales et apprécié le progrès sur les dispositions antérieures, avait pour but essentiel d'établir l'unité et l'harmonie des organismes de la bienfaisance afin que celle-ci fut plus efficace, plus juste ; il prévoyait la fusion des patrimoines des bureaux de bienfaisances et des hospices. Cette

(1) Projet de loi, n° 128 (session de 1921-1922).

(2) La Commission, présidée par M. Bertrand, était composée de MM. Bertrand, Cousot, De Buc, Hallet, Melckmans, Pécher, Pierco, Rombauts, Vanden Corput.

transformation profonde rompait avec d'anciennes traditions et était par elle-même d'une grande importance. Elle fut acceptée sans objection au Sénat. De même — disposition ingénieuse, nouvelle, qui dans son application entraînera de grandes dépenses — les communes sont invitées à créer des commissions intercommunales d'assistance. Ces réformes sont maintenues.

Toutefois ces commissions établies d'office d'après notre projet, ne seront constituées que d'accord avec la majorité des administrations intéressées, d'après le texte du Sénat.

A côté de ce but administratif, qui constitue une révolution dans nos organismes d'assistance, le projet poursuit un but plus général, plus élevé, c'est la substitution à des procédés surannés, d'assistance curative, d'un ensemble de dispositions qui tend à donner la première place aux procédés d'assistance préventive. S'il est vrai que, dans la théorie, charité curative et charité préventive sont indépendants, elles se confondent souvent dans l'application. Toutefois dans la tendance actuelle, moderne d'assistance — et nul n'y contredira — l'assistance tend à devenir surtout préventive, elle est ainsi plus prévoyante, plus sociale et plus humaine.

Les autres desseins poursuivis par le projet constituent des acquisitions fixées par l'expérience. Les ressources de l'assistance sont, en général, mal distribuées, insuffisantes. De là la création du fonds provincial basé sur une idée heureusement appliquée dans notre pays en cette matière (fonds commun).

Souvent l'organisme d'assistance était livré au bon vouloir, à l'arbitraire et manquait de régularité et d'efficacité. De là la création d'une inspection qui unifiera les méthodes.

C'est dans le même esprit de progrès qu'a été adopté l'office d'identification.

Telle était la loi votée par la Chambre. Telle elle nous revient de Sénat, adoptant toutes les réformes suggérées par l'expérience et le progrès. Nous apprécions les modifications de détail apportées à l'examen des articles.

Afin de pas retarder l'adoption de ce projet attendu impatiemment par nos administrations, nous proposons à la Chambre d'accepter les quelques amendements introduits au Sénat et de voter le texte tel que cette Assemblée nous l'a renvoyé.

A l'article 5, la commission intercommunale créée d'office par le Gouvernement au projet de la Chambre, est désormais subordonnée à la majorité des conseils communaux des communes intéressées. Cette restriction constitue un changement important sur lequel nous appelons l'attention de la Chambre. C'est une restriction qui pourrait compromettre la création des unions intercommunales.

A l'article 12 et 13, organisation plus précise de la R. P. C'est un essai nouveau proposé par M. le Ministre de la Justice.

A l'article 21, les délais d'approbation des nominations des membres des Commissions sont fixés à trente jours. La Chambre avait préféré s'en rapporter aux dispositions de la loi communale (art. 86 et 87).

Article 26, les jetons de présence étaient admis dans le projet de la Chambre, mais aucune mesure d'application n'était prévue. Le Sénat a fait un pas de plus dans cette voie.

Article 30, rappel d'une disposition de la loi du 6 août 1907 sur la stabilité des emplois. Cette mesure était prévue à l'article 34 du projet de la Chambre pour tous les fonctionnaires ou employés de l'assistance.

Article 36, c'est une modification importante dont seront peu satisfaits les médecins et les pharmaciens. Dans le projet de la Chambre, tout médecin ou pharmacien était admis à exercer sa profession dans le district d'une commission. Exception était faite dans un esprit d'ordre et de progrès pour les institutions (hospices, hôpitaux). Dans le projet du Sénat, les médecins et pharmaciens sont nommés pour six ans. Le choix du médecin est ainsi singulièrement restreint.

Articles 50 et 51. — Augmentation de la compétence des Commissions et de la députation permanente jusque 20,000 francs en cas d'aliénation, de partage, d'aliénation et de location. La Commission n'y fait aucune opposition.

Article 58. — Article introduit par le Sénat excluant des adjudications les membres des Commissions communales et intercommunales.

Articles 72, 73 et 74. — Dispositions nouvelles assumant le respect de la liberté des institutions libres qui recevront des subsides.

Article 91. — Les interventions du fonds d'assistance provinciale seront limitées aux dépenses des communes.

Article 94. — Remplace l'appel à l'inspecteur par l'appel à la commune. On peut différer d'avis. Mais dans ces conflits, il avait paru à la Chambre que la compétence de l'inspecteur donnait des garanties d'impartialité.

Article 98. — Regrettable exclusion des associations libres de l'Office d'identification. C'est un vœu général que les organismes de charité libres et officiels soient intéressés dans cette surveillance pour échapper aux exploitations ou aux doubles emplois dans cette matière.

Article 95. — Le nombre des inspecteurs ne pourra dépasser 10. C'est une mesure imposée par le souci d'économies.

Cette rapide revue des modifications apportées par le Sénat incitera, sans doute, les membres de la Chambre à accepter les modifications qui ne touchent pas à l'esprit de progrès du projet sur l'assistance publique. C'est l'avis de la Commission spéciale. Un membre seul s'est abstenu en prétextant que ce projet ne fait pas large part aux réformes de charité préventive.

Le Rapporteur,

D^r COUSOT,

Le Président,

L. BERTRAND.

(4)

(1)

(Nr 94.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1923.

Wetsontwerp

tot regeling van den openbaren onderstand (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COUSOT.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp tot regeling van den openbaren onderstand, door de Kamer in 1920 aangenomen, werd na eene lange bespreking door den Senaat goedgekeurd. De bespreking die door de Commissie van de Weldadigheid gedurende jaren was voorbereid en in de Middenafdeeling grondig werd ingestudeerd, was zeer kort in de Kamer. Zij nam slechts ééne ochtendvergadering in. In den Senaat kwam het tot eene uitvoerige bespreking.

Het ontwerp komt terug zonder veel wijziging. De hoofdlijnen zijn juist dezelfde gebleven. Eenige belangrijke wijzigingen — ik laat de wijzigingen louter voor den vorm onverlet — gaven aanleiding tot besprekingen en redevoeringen. Het gevolg daarvan was dat in de bespreking over den onderstand, op voorstel van den Minister van Justitie, de toepassing van de E. V. voor de keuze van de leden der onderstandscmissiën werd aangenomen, evenals bepalingen (art. 12 en vlg.) om de godsdienstige en philosophische meeningen te doen eerbiedigen bij de toekenning van toelagen aan de vrije gestichten.

Het ontwerp waarvan wij in ons eerste verslag de algemeene lijnen onderzochten, en waarvan wij de grootere degelijkheid, vergeleken bij de vroegere bepalingen, waardeerden, had hoofdzakelijk voor doel eenheid en overeenstemming te brengen in de instellingen van weldadigheid om deze doelmatiger en rechtvaardiger te maken, door de versmelting van het vermogen der weldadigheidsbureelen met dit van de godshuizen. Deze grondige wijziging was een afbreken met oude overleveringen en was op zich zelf zeer

(1) Wetsontwerp, nr 128 (1921-1922).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Bertrand, bestond uit de heeren Bertrand, Cousot, De Bue, Hallet, Melckmans, Pecher, Pierco, Rombauts, Van den Corput.

belangrijk. Zonder aanmerking werd zij door den Senaat aangenomen. Eene verstandige en nieuwe bepaling, die bij de toepassing groote uitgaven zal meebrengen, is ook deze waarbij de gemeenten verzocht worden intercommunale onderstandscmissiën op te richten. Deze hervormingen worden behouden.

Deze commissiën, volgens ons ontwerp van ambtswege opgericht worden evenwel alleen tot stand gebracht in overleg met de meerderheid der betrokken besturen, volgens den tekst van Senaat.

Naast dit bestuurlijk doel, hetwelk eene omwenteling is in onze onderstandsinstellingen, beoogt het ontwerp een meer algemeen en hooger doel, namelijk het vervangen van de verouderde middelen der lenigende liefdadigheid door een geheel van schikkingen die er toe strekken de eerste plaats te geven aan het stelsel van den voorkomenden onderstand. Zoo theoretisch de lenigende liefdadigheid en de voorkomende liefdadigheid van elkander onafhankelijk zijn, in de toepassing gaan zij dikwijls samen. Nochtans, in de moderne opvatting van den onderstand — en iedereen zal dit goed vinden — tracht men dezen vooral voorkomend, preventief, te maken, en aldus meer vooruitziend, meer sociaal en menschelijk.

De verdere plannen van het ontwerp zijn de vingerwijzingen die de ondervinding leerde kennen. De hulpmiddelen van den onderstand zijn over het algemeen slecht verdeeld, ontoereikend.

Van daar het oprichten van het provinciale fonds gegrondvest op een begrip, dat in ons land in dergelijke zaken gelukkig wordt toegepast, namelijk het gemeene fonds.

Vaak was de onderstandsinstelling overgelaten aan goeden wil, aan willekeur en was zonder regeling noch doelmatigheid. Daarom werd er een toezicht geschapen dat eenheid in de toepassing brengt.

In denzelfden geest van vooruitgang werd de dienst voor het vaststellen der identiteit opgericht.

Zoo luidde de wet door de Kamer aangenomen. Zoo komt zij ons terug uit den Senaat. Al de hervormingen door de ondervinding en den vooruitgang aangewezen, werden er in opgenomen. De kleine wijzigingen er aan toegebracht zullen wij onderzoeken bij de behandeling der artikelen.

Om de goedkeuring van het ontwerp, zoo ongeduldig verwacht door onze besturen, niet te vertragen, stellen wij aan de Kamer voor de enkele amendementen door den Senaat ingelascht aan te nemen, en den tekst goed te keuren zooals hij door den Senaat wordt overgemaakt.

Bij *artikel 5* is de intercommunale Commissie, in het ontwerp van de Kamer van ambtswege door de Regeering opgericht, voortaan afhankelijk gesteld van de meerderheid der gemeenteraden van de betrokken gemeenten. Deze beperking is eene zeer gewichtige wijziging waarop wij de aandacht vestigen van de Kamer. Zij zou namelijk het oprichten van intercommunale vereenigingen kunnen bemoeilijken.

Bij *artikelen 12 en 13*, meer nauwgezette regeling van de E. V. Het is eene nieuwe proef voorgesteld door den Minister van Justitie

Bij *artikel 21* worden de termijnen voor de goedkeuring der benoemingen van

de leden der Commissies bepaald op dertig dagen. De Kamer had zich liever gehouden aan de bepalingen van de gemeentewet (artikelen 86 en 87).

Artikel 26. — De zitpenningen waren aangenomen door het ontwerp der Kamer, doch geen enkele maatregel van toepassing was erin voorzien. De Senaat is op dien weg een stap verder gegaan

Artikel 30 herinnert aan eene bepaling der wet van 6 Augustus 1907 op de vastheid der bedieningen. Deze maatregel werd bij artikel 34 van het ontwerp der Kamer voorzien voor al de ambtenaren of beambten van den onderstand.

Artikel 36 huldigt eene belangrijke wijziging waarover de geneesheeren en de apothekers ontevreden zullen zijn. Door het ontwerp der Kamer werd elke geneesheer of apotheker gemachtigd zijn ambt uit te oefenen binnen het gebied eener commissie. Met het oog op de orde en den vooruitgang werd uitzondering gemaakt voor de gestichten (godshuizen, gasthuizen). In het ontwerp van den Senaat worden de geneesheeren en de apothekers benoemd voor een termijn van zes jaar. De keuze van den geneesheer is ook merkelijk beperkt.

Artikelen 50 en 51. — De bevoegdheid der Commissiën en der Bestendige Deputatie wordt uitgebreid tot de gevallen van 20,000 frank waar het geldt vervreemding, deeling en verhuring. De Commissie ziet er geen bezwaar in.

Artikel 58. — Dit artikel werd door den Senaat ingevoerd en sluit de leden der gemeentelijke en intercommunale Commissiën buiten de aanbestedingen.

Artikelen 72, 73 en 74. — Dit zijn nieuwe bepalingen waardoor de eerbied voor de vrijheid der vrije instellingen die toelagen genieten, wordt verzekerd.

Artikel 91. — De tussenkomst van het provinciale fonds van onderstand wordt beperkt tot het bedrag der uitgaven van de gemeenten.

Artikel 94. — Door dit artikel wordt het beroep bij den opziener vervangen door het beroep bij de gemeente. Men kan van meening verschillen. Doch de Kamer was van gevoelen dat, in deze geschillen, de bevoegdheid van den opziener waarborgen van onpartijdigheid verschaft.

Artikel 98. — De uitsluiting der vrije vereenigingen buiten den Identificatiedienst is betreurenswaardig. Het wordt algemeen gewenscht, dat de vrije en officiële instellingen van liefdadigheid in dit toezicht betrokken worden, ten einde uitsluiting en nuttelooze herhaling op dit gebied te vermijden.

Artikel 95. — Het getal opzieners mag niet 10 overschrijden. Dit werd aldus bepaald om redenen van bezuiniging.

Dit kort overzicht der wijzigingen, door den Senaat ingebracht, zal ongetwijfeld de Kamerleden aanzetten deze aan te nemen, vermits zij den geest

van vooruitgang van het ontwerp op den openbaren onderstand onverminderd laten. Aldus is de meening van de Bijzondere Commissie. Een enkel lid heeft zich onthouden, voorgevend dat dit ontwerp geen aanzienlijk deel geeft aan de hervormingen der voorbehoedende liefdadigheid.

De Verslaggever,

Dr COUSOT.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.

